

MINISTERE DES MINES
ET DES CARRIERES

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

Arrêté N° **17 / 022** /MMC/SG/DGCMIM
portant premier renouvellement du permis de
recherche «KALSE» de La société SAV'OR SARL.

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

Visa d/n° 117



- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2017 - 036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2014-010/MME/SG/DGMG du 07 février 2014, portant octroi du permis de recherche «KALSE» ;
- VU la lettre n°017-0126/MEMC/SG/DGCMIM du 16 février 2017 portant invite à payer des droits fixés à trois millions (3 000 000) francs CFA;
- VU la quittance n°0312664 du 27 février 2017 de paiement effectif des droits fixes de renouvellement ;
- VU la demande de La société SAV'OR SARL enregistrée le 16 janvier 2017.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé dans les conditions du présent arrêté, le permis **SAV'OR SARL** dénommé «**KALSE**», situé dans la province du Passoré pour la recherche de l'or.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **196,00Km²**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :

Sommets	X	Y
A	600 33 6	1 439 810
B	617 554	1 439 810
C	617 554	1 428 428
D	600 336	1 428 428
Ellipsoïde : Clarke 1880	Datum : Adindan, Zone 30 N	

ARTICLE 3: La validité du permis va du **7/02/2017 au 7/02/2020**. Il peut être renouvelé qu'une seule fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **SAV'OR SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5: Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **SAV'OR SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier et de l'Information Minière:

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante.

Elle fournira en outre :

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **SAV'OR SARL** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines.

ARTICLE 9 :

Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 19 AVR 2017



Oumarou IDANI
Officier de l'Ordre National

Ampliations

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du NORD
- 3- SAV'OR SARL
- 1- J.O.
- 1 - Classement

